

La qualité de vie sociale et économique est une priorité !

Madame, Monsieur,

La crise sanitaire que nous subissons depuis plus d'un an a entériné le fait que la société dans laquelle nous évoluons ne répond plus à nos attentes et à nos besoins. Le bilan est cruel pour toutes et tous : montée du chômage, de la pauvreté, péril économique pour nos entreprises, artisans et commerçants, isolement social, ... Dans cette période inédite, seuls les services publics et la solidarité ont démontré leur caractère essentiel et vital pour tous !

Il faut un moratoire contre toutes les fermetures des services publics et des entreprises. Le canton d'Andernos n'est pas exclu de ce gâchis et votre qualité de vie sociale et économique est une priorité ! Le temps est venu de la transformation globale !

Nous sommes les candidats de cette transformation au sein du conseil départemental de la Gironde, premier partenaire de nos 6 communes.

Nos engagements prioritaires portent sur :

L'égalité d'accès, au même tarif pour tous, passent par des services publics de qualité et de proximité avec les communes, dans tous les territoires.

La mobilité

La mise en place d'un transport en commun en site propre tel le tram-train projet développé par le COBARTEC. Ce mode de transport garantirait l'accès au transport pour toutes et tous et permettrait de rallier nos zones de travail, d'études ou de loisirs en toute simplicité et éviterait l'engorgement automobile sur de nombreux axes routiers, la paralysie pendant l'été.

C'est un projet essentiel pour préserver notre porte-monnaie, notre environnement et notre tissu économique local :

Aller vers la gratuité pour circuler librement ;

Développer des liaisons inter quartiers dans nos communes ;

Défendre le service public des transports des voyageurs et du fret pour les marchandises, garants de l'égalité des territoires et de leurs habitant-e-s pour l'accès au ferroviaire ;

Renationaliser les autoroutes ; nous nous opposons aux péages A63-A660.

Le logement

Construction de logements sociaux de haut niveau avec des logements à très bas loyers, adaptés aux différents besoins et en corrélation avec notre environnement pour permettre à nos enfants, nos aînés d'avoir le choix de pouvoir rester et aux salariés permanents ou saisonniers de pouvoir se loger au plus près de leur lieu de travail.

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES 2021 CANTON D'ANDERNOS

Andernos-les-bains, Arès, Lège-Cap-Ferret,
Biganos, Audenge et Lanton



**MARYLENE
FAURE**

**NOAH
CHOLLET**



VALÉRIE BOUT



PHILIPPE CHABANNES



La jeunesse

Une majorité de jeunes est en souffrance dans tous les domaines. Dans les collèges, les ruptures scolaires liées à la précarité, le manque de moyens humains et financier de l'Éducation nationale s'accroissent.

Nous devons multiplier les mesures en direction de cette jeunesse pour lui permettre de conquérir son autonomie ; garantir l'égalité des chances pour toutes et tous.

Pour la petite enfance, le constat est aussi alarmant, infligeant une détresse permanente aux parents qui soit ne trouvent pas de place ou n'ont pas les moyens de payer. Une grande majorité de femmes n'ont pas d'autres choix que de cesser leur activité professionnelle. Un service public de la petite enfance devient urgent. Il faut réunir l'ensemble des acteurs de la petite enfance (crèches, assistantes maternelles, ...) sous un socle commun et public.

Nos aînés

Vieillir dans la dignité doit être un droit : l'autonomie est un élément essentiel de dignité pour les personnes âgées. L'urgence est au développement d'un vrai service public de maintien à domicile et d'accompagnement de nos aînés avec des personnels formés et bénéficiaires d'un statut haut de garanties collectives ce qui mettrait fin à l'émiettement des structures d'accompagnement à domicile. Son financement doit être pris en charge à 100 % par l'Assurance-maladie.

L'emploi = Préserver et développer l'emploi sur tout le territoire.

Revaloriser l'ONF et tous les métiers (pêche, ostréiculture) liés au territoire et à l'environnement. Relancer de la filière bois.

En collaboration avec le tissu économique local : accompagner, soutenir les plans de formation, de l'innovation sociale et écologique via un fonds d'investissement pour le développement de l'emploi, de la formation et de la transformation écologique, aussi bien dans les entreprises que dans l'économie sociale et solidaire. Des services publics de qualité et de proximité pour toutes et tous, dans tous les territoires.

Sachant que pour répondre aux besoins, à une nouvelle planification, à l'urgence climatique, il faudra aller sur le plan national, vers un vrai service public, démocratisé, de l'énergie.

Une question de démocratie

Les services publics de proximité sont plébiscités, pourtant de nombreuses personnes ne peuvent accéder à leurs droits.

Les Français sont opposés à un basculement vers le secteur privé et les plateformes téléphoniques : **ils réclament des agents utiles, compétents et efficaces à proximité de leur domicile.**

Le conseil Départemental pour exercer toutes ses compétences et répondre aux besoins (action sociale, éducation, aménagement et transports, action culturelle, sportive...) doit résister à la tendance des privatisations des services publics et à la casse du statut général des fonctionnaires.

L'évolution des besoins de la population nécessite une réflexion sur de nouveaux services publics. C'est une question de démocratie.

Enthousiastes et déterminés pour relever avec vous ce grand défi HUMAIN et ECOLOGIQUE ! Nous comptons sur votre participation et votre bulletin de vote.

Réinscrire la clause de compétence générale pour les départements.

C'est une condition de la réactivité du département aux besoins des habitant-e-s. La politique gouvernementale d'austérité, la crise sociale et économique ont mis en danger les finances des départements. Les dotations de l'État aux collectivités territoriales ont été réduites de manière drastique entre 2014 et 2019 (- 12,5 milliards d'euros).

L'augmentation des moyens des départements pour des politiques de proximité ambitieuses.

Nous demandons que l'État rembourse ses dettes et les surcoûts liés à la pandémie auprès des départements et augmente leurs moyens via l'augmentation des dotations. Le niveau de rémunération, le statut et l'amélioration des conditions de travail des personnels départementaux sont pour les communistes essentiels à la qualité de ces politiques.

Pour une réelle transformation, nous avons besoin d'une gauche rassemblée dans le respect de ses composantes et c'est à vous, tant dans les luttes que dans les urnes, de vous exprimer.

Faites-le, dès les 20 et 27 juin prochain. Exprimez votre choix de société, vos exigences sur des réponses concrètes aux besoins de chacune et chacun dans le respect de toutes et tous.

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES 2021 CANTON D'ANDERNOS

Andernos-les-bains, Arès, Lège-Cap-Ferret,
Biganos, Audenge et Lanton